

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ

Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente

Nous soussignons Anne-Sophie HALLET et Marie-Christine POULAIN

Co-Présidentes de la Fédération EFAPPE Epilepsies Sévères

Certifions sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

1. Sur l'association

Objet social :

La fédération EFAPPE a pour but de soutenir l'action de ses membres en faveur des personnes handicapées par une épilepsie sévère (enfants et adultes):

- Représenter les associations adhérentes partout où ses membres la délèguent pour
 - Faire reconnaître et prendre en compte les spécificités de cette maladie pour une compensation adaptée aux handicaps qu'elle génère : interventions auprès des pouvoirs publics, des acteurs du handicap et du soin, conférences, publications, recherches, formations, etc.
 - Développer et adapter l'accueil de ces personnes dans des structures spécifiques ou non, existantes ou à créer (hébergement, vie sociale, scolarité, activité et emploi) selon leur(s) déficience(s) et autonomie.
- Organiser la coopération entre ses associations membres,
- Accompagner des associations ayant vocation à devenir membres



Membres du bureau (et leur situation sociale ¹) :

Co-Présidence :

Anne-Sophie HALLET, profession Planificateur

Marie-Christine POULAIN, profession Administratrice

Trésorière :

Jocelyne CASTAGNET, retraitée

Secrétaire :

Christèle GAUVIN, profession Sophrologue

Secrétaire adjointe :

Judette LANCRENON, profession Aidante-familiale

Expert :

Françoise THOMAS VIALETES, profession Formatrice

¹ Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.



2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)

Ressources pour l'année 2017			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Associations membres D'EFAPPE	2 200.00	25.16%
Subventions publiques			
Dons et Legs	DIVERS	569.89	6.52%
Financements privés			
Activités économiques de l'association	Formateur EPI AIR	5 900.00	67.49%
Autres sources de financements	Intérêts	72.63	0.83%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2017: 8 742.52 €			



Ressources pour l'année 2016			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Associations membres EFAPPE	2 200.00	24.14%
Subventions publiques		1 050.00	11.52%
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)		1 569.31	17.22%
Financements privés			
Activités économiques de l'association		4 263.90	46.79%
Autres sources de financements	Intérêts	30.32	0.33%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2016: 9 113.53 €			



Ressources pour l'année 2015			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Associations membres EFAPPE	2 200.00	19.00%
Subventions publiques		1 050.00	9.07%
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)		1 099.80	9.50%
Financements privés			
Activités économiques de l'association		7 195.30	62.16%
Autres sources de financements	Intérêts	31.47	0.27%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2015 : 11 576.57 €			

PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES



3. Sur les liens d'intérêts non-financiers

3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.

Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)	Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)	Période
Aucun		

3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association

Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) :

Aucun

4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.



5. Mentions légales

- 5.1. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- 5.2. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- 5.3. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : deontologie@france-assos-sante.org.*
- 5.4. *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- 5.5. ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- 5.6. ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplit par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à RENNES

Le 19 Novembre 2018